Introduction

Laure Bonnaud, Nathalie Joly

▶ **To cite this version:**

Laure Bonnaud, Nathalie Joly. Introduction. L'alimentation sous contrôle. Tracer, auditer, conseiller., Educagri éditions /Editions Quae, pp.187, 2012. halshs-00770746

HAL Id: halshs-00770746
https://shs.hal.science/halshs-00770746

Submitted on 8 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ALIMENTATION SOUS CONTRÔLE

Tracer, auditer, conseiller

Coordination scientifique
Laure BONNAUD et Nathalie JOLY

Sciences en partage

éditions Quæ

educagri éditions

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Sommaire

REMERCIEMENTS 7

INTRODUCTION 9

Partie 1. Traçabilité, audit, conseil : entre invention et recomposition d'activités 25

Chapitre 1. *Literacy studies* : ethnographie de l'écrit 27
1. *Literacy studies* 29
2. Lecture et écriture en milieu éducatif 33

Chapitre 2. L'époisses sous contrôle papier 43
1. Auditer les exploitations 45
2. La preuve, l'écrit et l'auditeur 48
3. Conformité, authentification et autres épreuves 51

Chapitre 3. Conseiller en contexte réglementé 61
1. Le droit, les technologies et le « client » 64
2. Planifier la fumure en toute bureaucratie 65
3. L'interaction pour convaincre 68

Chapitre 4. Tracer les tomates 77
1. Tracer pour commercer sans litige 79
2. La formalisation insuffisante 84

Partie 2. Les normes de l'échange : entre négociations et contraintes 91

Chapitre 5. Santé publique et marché des agrumes dans la CEE des années 60 93
1. Le processus législatif 95
2. Une directive au cœur des débats 97
3. Proposition de modification contestée 98
4. La science au secours de la Commission ? 99
5. Le Comité économique et social et la défense du marché 100
6. Le Parlement et la défense de la santé publique 102
7. Une directive finalement favorable au marché 103

Chapitre 6. Le marché des certificateurs de l'agriculture biologique 109
1. Des mouvements associatifs à une certification officielle 111
2. ECOCERT : de la militance aux stratégies d'une multinationale 114
3. Transformations du marché 119

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Chapitre 7. La traçabilité, le terroir et la filière laitière : le cas du *Beacon Fell* 125
1. Le cas du *Beacon Fell* 128
2. Points de vue des différents acteurs de la filière 129
3. La traçabilité et le terroir 134

Chapitre 8. Stratégies autour d'une huile AOP en Ombrie 139
1. La culture de l'olivier en Ombrie 142
2. Typologie des entreprises 145

Chapitre 9. Contrôler la typicité par les tiers : l'AOP volaille de Bresse 155
1. L'INAO gère l'ensemble des signes de qualité et d'origine 156
2. Volailles de Bresse : une AOP ancrée dans la culture locale 158
3. Le plan de contrôle, contraintes formelles et marges de négociation 160
4. La mise en place des contrôles 164

CONCLUSION GÉNÉRALE 169

SIGLES 173

BIBLIOGRAPHIE 175

LES AUTEURS 187

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

INTRODUCTION

Laure Bonnaud et Nathalie Joly

Inspections sanitaires, analyses de laboratoire, traçabilité et étiquetage des produits, audits qualité, certifications de la production, toutes ces procédures placent l'alimentation « sous contrôle ». Elles participent à la construction de la confiance dans les échanges marchands et à la gestion des risques. Au nom du droit sanitaire ou de normes volontaires (marques, labels, certifications), une multitude d'acteurs contribue ainsi à faire vivre des systèmes de surveillance qui prolifèrent depuis deux décennies. Cet ouvrage est consacré à l'analyse de la mise en place des dispositifs de traçabilité et d'audits. Dans le secteur alimentaire, leur importance est grandissante, en raison de l'apparition de nouveaux types de risques et de demandes renouvelées de garanties sur la qualité des produits.

La traçabilité d'un produit peut être définie comme « la possibilité de suivre ce produit *à la trace* grâce à un système d'information » (Guilhemsans et Lalande, 1998). Cette définition implique la combinaison de trois types d'opérations : tout d'abord, il s'agit d'établir les informations nécessaires à la caractérisation des produits ; ensuite, il convient de créer des traces à toutes les étapes de la production, de la transformation et de la distribution du produit ; enfin, ces traces doivent être organisées en pistes, en « chaînes de traçabilité » (Fraenkel, 1995) afin de suivre le produit, d'en demander le rappel en cas de problème et d'attribuer des responsabilités tout au long des filières. Ces quelques éléments de définition suggèrent que la traçabilité recouvre à la fois des dimensions matérielles, organisationnelles et politiques. D'une part, elle oblige à réaliser des investissements de forme : « L'organisation qui circule sur le dos des produits » (Cochoy, 2001) suppose des métrologies, des outils d'inscription, des systèmes d'information, mais également, comme l'a bien mis en évidence Vacher, « des manutentionnaires de l'information » qui effectuent au sein des organisations une somme de petites tâches peu visibles telles que « collecter, trier, mettre en forme, ranger, mettre à jour, retrouver » (Vacher, 1998). D'autre part, elle requiert l'existence de structures qui traitent et analysent les traces (Hermitte, 2003) et qui décident, en cas de détection d'anomalies ou lors de la survenue d'intoxications alimentaires, du retrait des produits incriminés et de l'éventuelle poursuite des acteurs mis en cause. De ce point de vue, la traçabilité comporte une dimension de certification, avec l'intervention de « centres d'autorité » qui valident et cautionnent le processus d'information (Granjou et Valceschini, 2004), et sanctionnent les manquements le cas échéant.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

L'audit, quant à lui, est généralement défini comme un examen méthodique, indépendant et documenté d'un organisme pour évaluer certains critères précis en vue d'améliorer la confiance de ses clients ou d'autres parties intéressées. Il s'est fortement développé au cours des années 80, avec l'introduction de nouveaux standards de gestion de la qualité dans les milieux industriels (Ségrestin, 1997). Cette pratique s'est ensuite étendue à de nombreux autres secteurs d'activité, dont l'agriculture et le secteur agroalimentaire. On distingue habituellement les audits internes, externes et de certification, selon le destinataire du rapport d'audit et l'objectif de ce dernier. Plusieurs éléments peuvent être mis en exergue dans cette définition de l'audit. Tout d'abord, il existe un objet clairement défini, ce que les professionnels nomment un « référentiel », c'est-à-dire une base à partir de laquelle l'auditeur doit qualifier la situation qu'il a devant lui. Ensuite, le travail de cet auditeur consiste à chercher des preuves et à examiner des documents, avant d'exprimer une opinion qui en évalue la conformité. Enfin, la valeur de cette opinion tient au respect de la méthode employée et à la position de l'auditeur, qui doit s'extraire (temporairement dans le cas des audits internes) de la situation opérationnelle afin de ne pas être accusé de partis pris. Ainsi, la crédibilité des dispositifs d'audits provient « de l'indépendance, de l'impartialité et de la capacité d'expertise reconnue aux organismes certificateurs » (Granjou et Valceschini, 2004), du fait d'une accréditation officielle (décernée par le Cofrac ou Comité français d'accréditation) ou d'effets de réputation. Pour Power (2004) la forte expansion de l'audit depuis deux décennies montre que l'audit constitue « autant une idée qu'une technique », et qu'il « ne saurait y avoir d'investissement collectif dans cette pratique sans un engagement envers cette idée, les normes sociales et les espoirs qu'elle représente ».

Formes de contrôle à travers l'histoire

Si l'audit et la traçabilité constituent de nouvelles pratiques, contrôler l'alimentation n'a en soi rien de nouveau. Peurs alimentaires, fraudes, contrefaçons ont constitué de longue date de puissants motifs pour l'intervention des autorités publiques et des professionnels du commerce (Stanziani, 2005 ; Béaur *et al.*, 2006). Généralement de concert, acteurs publics et privés se sont efforcés de policer l'offre alimentaire (Bruegel et Stanziani, 2004), de garantir l'ordre public et de veiller à la santé des citoyens (Ferrières, 2002), même si ce dernier objectif n'était pas toujours affiché en ces termes dans les périodes les plus anciennes. Contrôles, prévention et répression sont

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

d'abord menés à l'échelle locale, principalement par les polices municipales et les corporations de métier dans les villes, puis sous la tutelle directe de l'État, conférant aux administrations et à certaines professions, notamment les vétérinaires, une emprise grandissante sur les producteurs. Entre la fin du XIX^e siècle et la première partie du XX^e siècle apparaissent les premières grandes lois de santé publique dans le domaine de l'alimentation : des vétérinaires sont chargés de l'inspection des viandes à partir des années 1880, puis de l'inspection de l'ensemble des denrées d'origine animale au début du XX^e siècle (Hubscher, 1999). Au cours de la même période, la loi de 1905 sur la répression des fraudes ouvre la possibilité d'analyses de laboratoire pour l'ensemble de la production alimentaire, ce qui contribue grandement à une meilleure information sur les produits vendus (DGCCRF, 2007). Elle a également comme conséquence de délimiter des régions à appellation d'origine pour la production viticole, et d'initier ainsi une procédure qui débouche en 1935 sur le décret-loi instituant les appellations d'origine contrôlée (AOC) pour les vins et les eaux-de-vie, sous le contrôle d'un établissement public, l'Institut national des appellations d'origine (INAO).

Dans cette histoire de l'alimentation où quantité, qualité et salubrité sont indissociables, le consommateur joue un rôle central et il est notamment invité, dès les premières heures, à exercer sa vigilance. En aiguisant ses sens (la vue, le toucher et le goût principalement), en privilégiant certains modes de préparations culinaires, il peut reconnaître les produits frelatés, écarter les commerçants malhonnêtes et ainsi se protéger (Ferrières, 2002). Après la Seconde Guerre mondiale, la normalisation croissante du secteur est liée à la construction européenne et surtout à la mise en place du Marché commun. Le développement de l'industrie agroalimentaire après les années 50 et les nouvelles modalités de commercialisation des produits, qui impliquent l'allongement des circuits de distribution, contribuent également au renforcement des réglementations, qui restent cependant fondées sur les principes énoncés au début du XX^e siècle. Avec le développement des process industriels, ce sont les objectifs de rendement et de standardisation qui sont privilégiés. Il faut attendre une saturation des marchés au cours des années 60-80 pour que les acteurs économiques se préoccupent de segmenter l'offre alimentaire et qu'ils se focalisent alors sur la gestion de la qualité (Sylvander, 1994). De nouvelles exigences apparaissent concernant les matières premières : les fromageries veulent du lait de bonne qualité fromagère, les meuneries certaines qualités de blé, etc. Par ailleurs, les produits de qualité spécifique se développent dont les

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

AOC (étendues aux produits laitiers et aux produits agroalimentaires d'origine animale et végétale en 1955), les labels rouges (1960), les produits biologiques (1981), l'appellation « Montagne » en 1985.

La décennie 90 marque un tournant dans la prise en charge de la santé publique liée à l'alimentation et dans les formes de contrôle des denrées alimentaires. Les crises successives de la « vache folle » en 1996 puis en 2000, constituent l'acte fondateur de la « sécurité sanitaire » (Tabuteau, 2002) et contribuent à l'évolution des instruments d'action publique en matière de denrées alimentaires : la traçabilité apparaît au cours même de la crise comme un instrument de gestion possible avec la mise en place de la filière VBF (viande de bœuf française) (Guilhemsans et Lalande, 1998). Tirant les leçons de ces épisodes et d'autres crises successives (crises coca-cola, listéria, affaire de la dioxine, controverses autour des OGM ou organisme génétiquement modifié, etc.), la réglementation européenne est refondue au début des années 2000 dans un ensemble de cinq règlements et deux directives, intitulé Paquet hygiène. L'idée forte est d'imposer moins de prescriptions en contrepartie d'une responsabilisation accrue des professionnels de l'agroalimentaire, selon les principes de la corégulation. Pour cette nouvelle donne, normes publiques et normes privées doivent garantir conjointement la qualité sanitaire des aliments dans l'Union européenne (Martinez *et al.*, 2007), à partir d'instruments différents : règlements, inspections, analyses de résidus d'un côté ; autocontrôles et certifications par tierce partie de l'autre (Marsden *et al.*, 2010). Dès lors, les dispositifs d'audits, qu'ils concernent la réglementation ou des normes privées (GlobalGAP, IFS, BRC, etc.), deviennent des éléments indispensables à la sécurisation des échanges et à la construction de la confiance sur des marchés mondialisés.
Les recherches en sciences sociales ont rendu compte de ces évolutions, en opérant des déplacements de problématiques en fonction de la survenue de crises sanitaires, des transformations du marché ou de l'évolution des attentes des consommateurs, suivant des dynamiques disciplinaires propres à chaque champ d'étude (la sécurité sanitaire et la qualité alimentaire). Un rapide tour d'horizon de ces recherches permettra d'indiquer ensuite le positionnement de cet ouvrage.

Risques collectifs et gestion des crises sanitaires

Après une focalisation sur les grands risques technologiques et naturels au cours des années 80, les risques sanitaires et environnementaux retiennent plus directement l'attention dans la décennie

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

suivante, en lien avec diverses crises, notamment celle de l'ESB (encéphalite spongiforme bovine). Cette dernière est emblématique de ce que les chercheurs qualifient alors de « nouveaux risques », marqués par « de fortes incertitudes, des cinétiques lentes et des effets décalés dans le temps » (Gilbert, 2005). Dès lors, comment faire en sorte qu'ils soient mis sur l'agenda politique ? Quelle action de prévention et de gestion faut-il mettre en place en situation de grande incertitude ? Le premier questionnement appelle une réflexion sur les conditions d'entrée dans une situation de crise et sa « mise en politique » et le second place l'analyse du côté de l'organisation, et de l'interorganisation, avec leurs possibles défaillances et leurs vulnérabilités. On trouve les premières réponses à ces deux questionnements dans l'ouvrage *Les sombres précurseurs* (Chateauraynaud et Torny, 1999). Partant du cas du « lanceur d'alerte », il embrasse la problématique de la reconnaissance d'un danger et les diverses modalités de passage de l'alerte à la crise politique. Outre la proposition d'un modèle général d'analyse, les auteurs attirent également l'attention sur les nouveaux modes de conduite à adopter dans les organisations à des fins de sécurité sanitaire. Ils prônent ainsi la mise en place d'une véritable « politique de la vigilance » qui nécessite « des dispositifs de veille et d'expertise susceptibles d'ouvrir de nouveaux espaces normatifs (contrôle, interdiction ou rappels des produits, nouvelles directives, organisation de mesures effectuées dans l'environnement) » (Chateauraynaud et Torny, 1997).

L'idée d'une vigilance généralisée comme principe de gestion des risques, et particulièrement des risques « diffus », « potentiels », pose ainsi un cadre cognitif dans lequel la traçabilité vient s'inscrire, à la faveur des crises marquantes des années 90. La traçabilité est analysée comme un nouveau modèle de « gouvernementalité » dans un article de Torny en 1998. Prenant acte des limites des systèmes classiques de gestion des risques (système du quadrillage territorial, de l'isolement, de la mise en quarantaine) et de la rapidité de circulation des personnes et des choses, ce dernier souligne l'importance de disposer de « mémoires externes » aux personnes, de l'importance de pouvoir « reconstituer des réseaux » et des parcours « individualisés ». Se trouve ainsi mise en avant l'idée qu'il faut disposer d'un outil à grande échelle d'information et de contrôle (Torny, 1998). Lors de la crise de l'ESB, les acteurs professionnels s'emparent du concept de traçabilité et participent à sa valorisation. C'est le cas dans la filière viande bovine. Pour restaurer la confiance suite à l'épisode de la « vache folle », les professionnels participent à l'extension des procédures de traçabilité à tous les opérateurs de

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

la filière – éleveurs, abattoirs, bouchers, industries, distributeurs – tout en jouant sur l'idée d'identification de l'origine pour garantir une proximité avec le consommateur. Granjou souligne « l'irruption du travail administratif » qui s'ensuit chez tous les acteurs « avec la tenue d'un certain nombre de « papiers » […] et le développement d'une activité de vérification et d'autocontrôle (Granjou, 2003).

Dans la même perspective de sociologie des risques, Grandclément-Chaffy montre comment deux crises liées à *Listeria monocytogenes* en 2000 (impliquant des rillettes d'un côté et des langues de porcs en gelée de l'autre) ont conduit à un renouvellement de la réflexion sur les outils de l'action publique en matière de gestion de crise (Borraz *et al.*, 2004). En effet, lors de la recherche de la source de la contamination, l'épidémiologie permet à l'investigation de progresser, tandis que les analyses bactériologiques sont prises en défaut. Mais cette nouvelle méthode est délicate à convertir en décision politique, dans la mesure où les résultats sont des probabilités obtenues à partir d'un petit échantillon. Le ministère de la Santé souhaite annoncer que la langue de porc en gelée est la source de la contamination, tandis que le ministère de l'Agriculture préfère que cette information ne soit pas divulguée tant que l'entreprise en cause n'a pas été identifiée, afin de ne pas condamner l'ensemble d'une filière agroalimentaire à cause d'un seul producteur. Au final, cette divergence d'outils d'évaluation entre les deux ministères contribue à créer, puis à entretenir, une dynamique de crise. Grandclément-Chaffy met ainsi en évidence que l'expertise et les outils d'évaluation, quels qu'ils soient, contribuent à la connaissance des risques, mais présentent dans le même temps des limites pour leur gestion. En cela, son travail est assez caractéristique d'un ensemble de travaux qui ont mêlé analyse de l'expertise, de l'action publique, et des organisations, publiques et privées (Alam, 2007 ; Gilbert, 2005).

Les travaux sur la qualité, quelle que soit leur origine disciplinaire (économie, géographie, anthropologie, sociologie économique) constituent l'autre grand courant qui s'est intéressé au contrôle de l'alimentation.

Processus de qualification et dispositifs de confiance

En 2002 paraît le rapport d'une prospective consacrée par la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) à

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

l'avenir de l'agriculture, sous le titre *L'agriculture à la recherche de ses futurs* (Lacombe, 2002). L'un des scénarios élaboré par le groupe consiste à préciser les traits dominants d'une agriculture orientée vers la qualité d'origine, dans laquelle les signes de qualité et les terroirs sont devenus le fondement de l'agriculture européenne. Le rapport précise, cependant, que ce scénario n'est envisageable qu'à la condition que les produits « fermiers », « biologiques », ou « de terroir » soient garantis par un contrôle approprié et que les fraudes soient sanctionnées. Il pointe donc la nécessité de l'élaboration d'un appareil de contrôle construit en parallèle avec le développement de cette forme d'agriculture.

La littérature sur les signes de qualité est particulièrement riche et intéresse plusieurs disciplines. Pour l'économie, on trouve à l'origine de l'analyse l'information des consommateurs : la mise en place de signes de qualité, quels qu'ils soient (aussi bien les marques que les AOP (Appellation d'origine protégée) ou les certifications environnementales ou éthiques), constitue une indication que les producteurs donnent aux consommateurs afin de réduire l'asymétrie d'information sur la qualité des produits échangés (Caswell et Mojduszka, 1996). On passe ainsi d'un marché dont les produits sont indifférenciés à un marché où ils sont identifiés par un ensemble de caractéristiques, qui informent le choix du consommateur. Néanmoins, la crédibilité du signe de qualité suppose le respect des engagements du vendeur, qui doivent être garantis, à la fois dans les échanges tout au long des filières et au sein des organisations (Raynaud et Sauvée, 2000). Ce constat amène les chercheurs à s'intéresser à la mise en place des cahiers des charges, à la redéfinition des relations marchandes qu'ils impliquent, et à l'évolution des formes de coordination au sein des filières. Par exemple, comment les signes de qualité collectifs se prémunissent-ils contre les attitudes de passager clandestin de certains participants, qui profitent de la réputation du produit tout en n'assurant pas eux-mêmes un respect adéquat du cahier des charges ? Ces recherches portent une grande attention à la nature des contrats qui sont conclus tout au long de la filière et aux modalités d'incitation, de contrôle et d'arbitrage mises en place. Les enquêtes de sociologie économique s'attachent, quant à elles, à « suivre la vie d'un produit » depuis sa conception jusqu'à sa mise en marché (Dubuisson-Quellier et Neuville, 2003). Cette approche permet de saisir les actes successifs « d'attribution de qualités » et les différentes épreuves auxquelles ils doivent satisfaire. En partant du constat que le respect des caractéristiques du

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

dispositif est la condition de la confiance dans le signe de qualité, ces enquêtes distinguent différentes situations, selon qu'il s'agisse d'un cahier des charges qui gouverne les relations entre producteur et fournisseurs ou entre producteur et client final (Valceschini et Saulais, 2005). Le recours ou non aux organismes de certification est ainsi replacé dans la logique plus large des relations entre acteurs d'une filière.

Parmi les signes de qualité, les AOC ont fait l'objet de très nombreux travaux, en raison notamment de leur place dans les négociations juridico-commerciales conduites au sein de l'Organisation mondiale des marchés (Sylvander *et al.*, 2007). Proposant de lier de façon originale qualité des produits, typicité des terroirs et patrimoines locaux, les AOC reposent sur une construction localisée d'accords qui permet aux acteurs parties prenantes (producteurs et/ou transformateurs) de bénéficier d'une notoriété. En ce sens, elles offrent un terrain d'observation privilégié aux économistes des conventions et aux géographes. Les premiers analysent les modes de coordination entre les acteurs aux différentes étapes de la constitution d'une AOC : de l'initiative des quelques producteurs ou d'un élu local à la formation d'un acteur collectif (le syndicat d'appellation d'origine), de la définition locale des règles de fabrication à leur négociation avec l'INAO, des régulations internes (audits des producteurs) aux adaptations à l'environnement économique et aux consommateurs (Delfosse et Letablier, 1995 ; de Sainte Marie *et al.*, 1995). Les seconds, même si les partages entre disciplines sont parfois difficiles à établir, examinent plus spécialement les liens entre les activités économiques et les territoires. La « géographie de la qualité » (Pilleboue, 1999) représente ainsi un courant à part entière de la géographie rurale (Frayssignes, 2008). Elle étudie l'ancrage territorial des productions alimentaires et tente d'identifier leur contribution au développement rural à différentes échelles, en relation avec les dynamiques économiques des produits de qualité. Les chercheurs mobilisés pour leurs expertises dans la mise en place des procédures AOC retrouvent, au sein de comités d'experts, d'autres représentants des sciences sociales, notamment des anthropologues (Bérard *et al.*, 2004). L'approche monographique de ces derniers met au jour la diversité des enjeux entourant la création d'une AOC : préserver des traditions et des savoir-faire, maintenir un tissu de producteurs locaux, etc. Elles éclairent le rôle des cultures matérielles et des représentations symboliques dans la mise en place d'une AOC, des dimensions parfois négligées par les institutions mais qui opèrent fortement lors des débats sur

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

la définition des règles de production et des modalités de contrôle (Faure, 1999 ; Pesteil, 2006 ; Bérard et Marchenay, 2008). Elle pointe également les articulations souvent problématiques entre des modèles alimentaires traditionnels et les normes produites par les acteurs industriels et institutionnels (Bergeaud-Blacker, 2006 ; Régnier, 2006). Enfin, plusieurs chantiers conduits par des agro-économistes soulignent les retombées positives des certifications qui « solidarisent les producteurs autour de la validation et de la reconnaissance de la qualité de leur produit » (Prost *et al.*, 2004). Dans l'ensemble, si les chercheurs rendent compte de la construction sociale de la qualité avec finesse, qu'il s'agisse de qualité industrielle, de labels ou d'appellations d'origine, ils n'abordent pas directement les négociations entre acteurs pour la réalisation des audits et la mise en œuvre de la traçabilité, et en amont, pour l'élaboration des normes.

De façon générale, une idée centrale ressort de ce survol des recherches relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité alimentaire : elles ne mobilisent pas exactement le même modèle de traçabilité. Dans le premier cas, c'est la capacité à disposer de façon ininterrompue d'informations sur les produits, les procédés de fabrication ou les personnes qui importe. L'enjeu est ici de veiller à ce que les réseaux d'information soient « bien tenus » et régulièrement auscultés et contrôlés (Torny, 1998). Les contrôles réalisés par les services de l'État relèvent de cet impératif. Dans le second cas, la traçabilité a surtout une fonction de preuve du respect d'un ensemble d'allégations faites sur les produits qui ont des répercussions commerciales : par exemple, garantir l'exactitude de la revendication d'une origine donnée pour la vente de produits AOC ou encore l'absence de présence d'OGM pour l'étiquetage des produits. L'enjeu est alors moins de pister l'information tout au long de la chaîne alimentaire que de pouvoir attester de moyens mis en œuvre, du respect strict de cahiers des charges en ce qui concerne l'AOC ou du caractère non génétiquement modifié des semences d'origine et de l'absence de contamination lors des diverses opérations de transformation en matière d'OGM. La question de l'audit apparaît alors déterminante, en tant qu'épreuve d'attestation. Cette dualité des enjeux transparaît plus particulièrement dans la mise en comparaison de filières dans lesquelles prévalent tantôt les problématiques de sécurité sanitaire et de protection des citoyens, tantôt les problématiques de segmentation des marchés par la qualité et la défense par les industriels et les producteurs de leurs produits (Granjou et Valceschini, 2005).

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Normes, traçabilité et audit en pratiques

La valeur accordée aux dispositifs de traçabilité et d'audit a fait l'objet d'analyses critiques. Face aux nouveaux risques qui caractérisent les sociétés industrialisées, le sociologue Ulrich Beck alerte sur un autre type de danger, celui « d'un totalitarisme légitime de la prévention » (Beck, 1986). De leur côté, Power (1997) et Strathern (2000) soulignent les conséquences de la généralisation d'une culture de l'audit. Sur fond de néolibéralisme qui met en avant la performance et la responsabilité, tous les domaines d'activité sont dorénavant tenus de rendre des comptes et de faire la preuve de leur efficacité. Cette logique de « l'auditabilité » a pour effet de privilégier la visibilité, la précision et la capacité à subir un contrôle, contre la « collégiabilité » et la confiance. Les critiques portent également sur les dispositifs de traçabilité qui ne se contentent pas de tracer les produits, mais également les personnes. Outre qu'elle soulève la crainte d'un fichage généralisé des individus, la traçabilité génère du mensonge et de la fraude (Torny, 2003) et présente des effets paradoxaux, les gains locaux de confiance apparaissant contrebalancés par « une hausse du niveau général de suspicion » (Cochoy, 2001).

Sans perdre de vue ces dénonciations, mais en se rapprochant du terrain et des pratiques quotidiennes des acteurs, cet ouvrage prend l'option d'une approche pragmatique des normes, de la traçabilité et des audits. Tous les textes présentés ici abordent, en effet, les activités de professionnels en charge d'élaborer des normes, de mettre en place la traçabilité et les audits, ainsi que les points de vue des personnes qui y sont confrontées. Ils s'intéressent aux formes d'ajustement que les acteurs opèrent, en situation, entre eux et avec leur environnement, face à l'enjeu de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments. Même si les recherches ne se réfèrent pas aux mêmes cadres théoriques, elles ont en commun le souci d'appréhender les conditions concrètes à partir desquelles s'élaborent des modalités de rapport à la norme, aux contraintes qu'elles présentent et aux ressources qu'elles peuvent offrir. Tous, néanmoins, ne privilégient pas le même type d'entrée sur le terrain.

Certains textes se situent dans le sillage de recherches qui s'intéressent aux outils de gestion et aux pratiques d'inscription dans les organisations de travail. Lancées pour la plupart dans le cadre du réseau *Langage et Travail* créé en 1986 (Borzeix et Fraenkel, 2001), ces recherches mettent en lumière la part langagière du travail (orale et écrite) dans des univers très divers – l'usine, l'hôpital, l'administration –

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

ses buts et les compétences qu'elle présuppose. Elles examinent en particulier les « écrits à plusieurs mains » (Fraenkel, 1993) produits dans la perspective de l'action (le concept « d'écrits d'action » est proposé par Fraenkel) et dans la perspective du compte-rendu de l'action, donc à des fins de traçabilité et de contrôle.

Les procédures requises par les démarches d'assurance qualité ont également intéressé les sociologues du travail et constituent une autre influence des chercheurs de l'ouvrage. D'un côté, les systèmes qualités débouchent sur la reconnaissance de savoirs informels, une meilleure connaissance et maîtrise des process de production (Campinos-Dubernet et Marquette, 1999 ; Cochoy *et al.*, 1998). De l'autre côté, ils placent les individus sous la surveillance accrue de la hiérarchie et des tiers réalisant des audits. Ces effets coercitifs ne sont pas sans susciter des résistances de la part des travailleurs (Ségrestin, 1997 ; Reverdy, 2000 ; Mercier, 2001) ou des stratégies « d'appropriation-détournement » (Rot, 1998). Parfois, des problèmes d'interprétation des procédures apparaissent d'un lieu d'élaboration de l'écrit à un autre (Mispelblom-Beyer, 1995) et les organisations ne favorisent pas forcément l'usage réflexif des traces (Cochoy et De Terssac, 2000).

Dans ce paysage très tourné vers l'analyse des démarches ISO (*International Organization for Standardization*) dans les entreprises industrielles et les services, les recherches concernant le secteur agricole et alimentaire ne sont, néanmoins, pas absentes. Elles mettent en avant trois types de résultats. Déjà, si l'on privilégie une analyse des interactions entre les différents acteurs et les organisations du secteur agroalimentaire (producteurs, organisations de producteurs, intermédiaires de marché, distributeurs), on constate que la gestion de la traçabilité et des audits induit des repositionnements d'acteurs au sein des filières (Granjou et Valceschini, 2005), ainsi que de nouvelles formes de domination (Hatanaka *et al.*, 2005 ; Hatanaka et Busch, 2008). Les règles d'inscription des entreprises agricoles sur le marché sont donc profondément reconfigurées par ces évolutions. Ensuite, une approche par les instruments d'audit et de traçabilité, supports pour l'action, met en relief les idéologies qu'ils induisent. Ainsi, la méthode de l'HACCP (*Hazard Analysis Critical Control Point*) n'est pas un auxiliaire neutre et technique de la réforme du Paquet hygiène en 2006, car elle contribue à « structurer les situations, en favorisant certains acteurs au détriment d'autres, en portant une vision du développement agroalimentaire » (Bonnaud et Coppalle, 2011). Enfin, en privilégiant une approche par les

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

compétences, de nombreux travaux s'intéressent au contenu même des tâches induites par la traçabilité et l'audit. Certaines recherches visent à rationaliser les opérations, par exemple en recourant aux technologies de l'information et de la communication (Salançon *et al.*, 2009) ou en améliorant la gestion documentaire (Abt et Sellam, 2007 ; Abt *et al.*, 2010). D'autres pointent la double dimension de la traçabilité, à la fois mémoire dans la gestion de l'exploitation et preuve pour les clients (Mazé *et al.*, 2004). Ces approches fines permettent de nuancer le caractère de nouveauté de telles tâches, mais soulignent cependant l'importance de leurs coûts cognitifs (Joly, 2004 et 2011). Elles pointent également les effets de hiérarchisation des savoirs professionnels qui accompagnent les opérations de traçabilité et d'audit. Ainsi, la montée d'un contrôle dématérialisé peut-elle induire la dévaluation de compétences anciennes plus globales de diagnostic (Bonnaud et Coppalle, 2008 et 2009) au profit de savoir-faire dans la gestion documentaire. D'une façon générale, les normes organisationnelles qui portent la traçabilité et l'audit entrent en tension avec les normes professionnelles, les dimensions de contrôle du travail devenant l'affaire du seul « manager » (Boussard, 2005), ici du responsable qualité et sécurité.

Organisation de l'ouvrage

Les travaux présentés dans cet ouvrage relèvent de traditions sociologiques variées, qui n'ont pas toujours eu l'occasion de dialoguer sur un objet commun : anthropologie de l'écriture, sociologie économique, sociologie des risques et des crises, sociologie des sciences, anthropologie. Le pari de l'ouvrage a consisté à confronter ces différentes approches à un objet commun : la traçabilité et l'audit dans les secteurs agricole et agroalimentaire. Au final, l'ouvrage rassemble des contributions qui proposent deux types d'entrée.

La première partie est construite autour de textes qui analysent le travail de divers acteurs chargés de la mise en œuvre des normes, de la production à la commercialisation : les producteurs, les conseillers agricoles, les responsables qualité, les auditeurs, etc. Tous travaillent pour faire en sorte que les normes soient appliquées et sont donc confrontés à la mise en place de la traçabilité et à la préparation des audits. Au plan méthodologique, les chercheurs ont généralement privilégié une approche ethnographique, qui consiste à suivre les acteurs en action. Ainsi, dans un texte d'apport méthodologique qui se fonde sur l'anthropologie anglo-saxonne, Karin Tusting (chapitre 1) démontre l'intérêt pour le chercheur à se

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

concentrer sur les obligations d'écriture, quelles qu'elles soient, au cours de la journée de travail et en dehors (par exemple, le soir à la maison). Pour les enseignants et les éducateurs qu'elle étudie, le fait de pouvoir inscrire ses écrits dans le « cours de l'action » (à la fois dans le temps du travail, mais aussi pour faire le point sur une activité passée ou planifier une activité future) est un critère décisif de la bonne appropriation des nouvelles normes dans leur travail. Appliquées au secteur agricole et agroalimentaire, les autres contributions regardent finement les pratiques de conseil ou d'audit, la façon dont les acteurs qualifient les situations ou les produits, ou organisent des « chaînes de traces ». Jean-Marc Weller (chapitre 2) montre que l'audit des exploitations et surtout ses « épreuves », conduisent auditeurs et exploitants à redéfinir en continu l'« auditabilité » et ce qui fait preuve au cours du contrôle. Par ailleurs, l'intégration des enjeux de traçabilité et d'audit n'est pas sans effet sur les métiers et l'organisation du travail. En effet, il ne s'agit pas simplement de l'ajout de nouvelles tâches, mais également, plus fondamentalement, d'une reconfiguration du travail dans son ensemble : les pratiques, les compétences, les modes d'organisation évoluent. Apparaît alors l'émergence, sinon de nouveau métiers ou de nouveaux groupes professionnels, du moins la redéfinition du travail et des positions des acteurs. Ainsi, les conseillers agricoles décrits par Nathalie Joly (chapitre 3) doivent-ils acquérir des compétences en veille législative, réaménager leurs interventions, et, parfois, ruser pour composer avec les exigences du logiciel d'élaboration des plans de fumure qu'ils effectuent, tout en maintenant ce qu'ils considèrent comme important dans leur activité de conseil. Les responsables qualité consultés par Laure Bonnaud, Zouhair Bouhsina et Jean-Marie Codron dans le secteur de la tomate (chapitre 4), pour leur part, développent des compétences pour articuler le travail des divers acteurs de leur organisation : producteurs, commerciaux, techniciens. Leurs tâches sont infiniment plus diverses et plus riches que la définition qui peut en être donnée au premier abord : qualifier la qualité des tomates, aider les producteurs à préparer l'audit des exploitations.

Dans chaque chapitre, on constate que la mise en place de la traçabilité ou la préparation et la réalisation des audits ne constituent pas seulement une partie du travail, mais qu'elles recomposent l'activité globale de ceux qui la pratiquent. Ces reconfigurations du travail sont peu visibles, y compris pour les intéressés eux-mêmes, et le détour par l'observation, la conduite d'entretiens approfondis sont seuls à même d'en donner toute la mesure.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

La deuxième partie de l'ouvrage prend au sérieux l'objectif affiché des normes et des outils étudiés, qui est de favoriser les échanges marchands. En effet, c'est au nom du développement commercial que les différents acteurs mettent en place des outils de traçabilité, ou que les producteurs se soumettent à des audits. Les recherches abordent cette question, soit sous l'angle de la construction sociale des marchés (chapitres 5 et 6 de Nathalie Jas et de Marie-France Garcia), soit en envisageant les modalités selon lesquelles une norme se déploie au niveau territorial (chapitres 7, 8 et 9 de Laura Sayre, Cristina Papa et Laurence Bérard). À partir d'une étude des archives de la Commission européenne dans les années 60, Nathalie Jas (chapitre 5) montre comment a été discutée la mise en place d'une réglementation sur les traitements phytosanitaires des agrumes. Les négociations portent sur la mise en place de traces, d'indicateurs de traitement sur les agrumes commercialisés. Le chapitre montre que l'enjeu de santé publique est bien présent dans les discussions, mais qu'il est pris dans des jeux institutionnels complexes, propres à l'administration de l'Europe en construction et qu'il affronte des intérêts divergents, politiques, administratifs et industriels. En s'intéressant aux audits de l'agriculture biologique, Marie-France Garcia (chapitre 6) met en évidence une conséquence peu étudiée du développement des audits de certification : l'émergence d'un marché de certificateurs. Aux quelques structures militantes des débuts a succédé un plus grand nombre d'entreprises, très diverses, de la multinationale généraliste à la petite structure de niveau régional.

Les trois derniers textes de l'ouvrage s'intéressent aux dispositifs qui encadrent les appellations d'origine. Ils ont en commun de privilégier une entrée territoriale qui les conduit à relativiser le poids des labels, pour envisager la multiplicité des usages qui en sont faits et leurs interactions avec d'autres signes de qualité (agriculture biologique, marque, produits locaux, etc.). Laura Sayre (chapitre 7) montre ainsi que les différents acteurs de la filière du fromage *Beacon Fell* ont des intérêts propres, qui ne visent pas forcément à renforcer une stratégie collective autour de l'AOP, mais plutôt à profiter de l'AOP pour développer un ensemble d'initiatives variées plus ou moins liées à ce produit, certifié de façon officielle. Cristina Papa (chapitre 8), de la même façon, met en évidence que les producteurs peuvent produire de l'huile d'olive sous des statuts très divers, en fonction des marchés et des clientèles visés. Ainsi, la qualité garantie par l'AOP peut-elle être concurrencée par d'autres formes de reconnaissances, comme le label *Slow Food* ou des circuits courts, liées au tourisme de la région d'Ombrie. Enfin, Laurence Bérard (chapitre 9) montre

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

comment la nouvelle définition du cahier des charges des volailles de Bresse oriente les stratégies des producteurs, certains en profitant pour s'impliquer davantage dans l'AOP, d'autres pour la quitter tout en continuant l'élevage, d'autres enfin pour cesser toute production.

Cette deuxième partie, qui n'est pas spécifiquement centrée sur les normes elles-mêmes, apporte un éclairage différent de celui qui est souvent proposé concernant les objets étudiés : en regardant les à-côtés et les concurrences, elle conduit à relativiser le poids des outils de traçabilité et d'audit, ainsi que des normes qui les portent dans les décisions des acteurs. Ces derniers ont en effet une pluralité d'intérêts à défendre et d'actions à conduire, et ces obligations ne constituent qu'une partie des éléments qu'ils mettent en balance.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Bibliographie

Abraham J., Scientific standards and institutional interest : Carcinogenic risk assessment of benoxaprofen in the UK and the US, *Social Studies of Science*, n° 23, 1993.

Abt V., Sellam M., Documentation et traçabilité dans les exploitations agricoles : vers une gestion documentaire de qualité, *Ingénieries*, n° 52, 2007.

Abt V. *et al.*, Gestion et intégration des documents de traçabilité dans les exploitations d'élevage : réalités et améliorations possibles, *Cahiers d'agriculture*, n° 1, 2010.

Alam T., Quand la vache folle retrouve son champ. Une comparaison transnationale de la remise en ordre d'un secteur d'action publique, thèse pour le doctorat de science politique de l'Université de Lille 2, 2007.

Apple M.-W., Education, markets, and an audit culture, *Critical Quarterly*, n° 47, 2005.

Arfini F. *et al.*, Current situation and potential development of geographical indications in Europe, *in* Barham E., Sylvander B., *Labels of Origin for Food : Local Development, Global Recognition*, CABI International, 2011.

Ball S.-J., The commodification of education in England : Towards a new form of social relations : Keynote address, paper presented at the Japan-UK Education Forum, Kyoto, 2005. Disponible sur : http://wwwsoc.nii.ac.jp/juef/ac/2005/kyoto05.pdf.

Baqué P., Florissante industrie : l'agriculture biologique, *Le monde diplomatique*, 2011.

Barjolle D. *et al.*, Fromages d'origine : dispositifs de gestion collective, *in* Produits agricoles et alimentaires d'origine : enjeux et acquis scientifiques, actes du colloque international de restitution des travaux de recherche sur les indications et appellations d'origine géographiques, 17 et 18 novembre 2005 à Paris, INRA et INAO, 2005.

Bartley T., Institutionnal Emergence in an Era of Globalization : The rise of Transnational Private Regulation of Labo rand Environmental Conditions, *American Journal of Sociology*, n° 2, 2007.

Barton D., *Literacy : An introduction to the ecology of written language (2nd edition)*, Blackwell-Willey, 2007.

Barton D., Hamilton M., *Local literacies : Reading and writing in one community,* Routledge, 1998.

Barton D. *et al., Situated literacies : Reading and writing in context,* Routledge, 2000.

Barton D., Papen U., *The anthropology of writing : Understanding textually mediated worlds*, Continuum, 2010.

Bausinger H., *Volkestunde ou l'ethnologie allemande. De la recherche sur l'Antiquité à l'analyse culturelle*, Maison des sciences de l'homme, 1993.

Baynham M. *et al., Effective teaching and learning, Esol.*, NRDC, 2007.

Beck U., *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, éditions Alto Aubier, 1986.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Belfiore, M.-E *et al., Reading work : Literacies in the new workplace*, Lawrence Erlbaum Associates, 2004.

Béaur G. *et al., Fraude, contrefaçon et contrebande, de l'Antiquité à nos jours*, Droz, 2006.

Berard L., Marchenay P., Lieux, temps et preuves : la construction sociale des produits de terroir, *Terrain*, n° 24, 1995.

Bérard L., Marchenay P., *Les produits de terroir. Entre cultures et règlements*, CNRS éditions, 2004.

Bérard L., Marchenay P., Les productions traditionnelles aux prises avec les normes sanitaires, *Économies et sociétés, série « Systèmes agroalimentaires »*, n° 30, 2008.

Bergeaud-Blakler F., Brisebarre A-M., Food and Religion, *Anthropology of Food*, n° 5, 2006.

Bernard de Raymond A., Maximes empiriques de l'activité économique. Le marché des fruits et légumes en France (1936-2006), thèse pour le doctorat en sociologie de l'École normale supérieure de Cachan, 2007.

Bernard de Raymond A., Dispositifs d'intermédiation marchande et politique des marchés. La modernisation du marché des fruits et légumes en France, 1950 – 1980, *Sociologie du travail*, 52, 2010.

Besnier N., *Literacy, emotion, and authority : Reading and writing on a Polynesian atoll*, Cambridge University Press, 1995.

Besson Y. *et al., Les fondateurs de l'agriculture biologique*, Sang de la terre, 2011.

Bienaymé M.-H., L'appellation d'origine contrôlée, *Revue de droit rural*, 236, 1995.

Boissevain J., *Revitalizing European Rituals*, Routledge, 1992.

Boltanski L., Thévenot L., *De la justification Les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.

Bonnaud L. *et al.*, Le rôle du marché dans le contrôle des traitements phytosanitaires. L'exemple du secteur de la tomate, *Terrains et Travaux*, 20, 2012.

Bonnaud L., Coppalle J., La production de la sécurité sanitaire au quotidien : l'inspection des services vétérinaires en abattoir, *Sociologie du travail*, n° 50, 2008.

Bonnaud L., Coppalle J., L'inspection vétérinaire face aux normes privées, *Revue d'études en Agriculture et Environnement*, 2009.

Bonnaud L., Coppalle J., *Qui contrôle ce que nous mangeons ?*, Ellipses, 2011.

Borraz O. *et al., La sécurité alimentaire en crises*, L'Harmattan, 2004.

Borzeix A., Autonomie et contrôle à l'épreuve d'une « rationalité externe », *in* De Terssac G., *La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud. Débats et prolongements*, La Découverte, 2003.

Borzeix A., Fraenkel B., *Langage et travail : Communication, cognition, action*, CNRS éditions, 2001.

Boschi P., Pernazza C., I molini popolari in Umbria dal secondo dopoguerra alla fine degli anni Sessanta, *in* Bovini G., Covino R., *Studi sulla cooperazione*, Protagon, 1990.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Bouamra-Mechemache Z., Yu J., Quality choice, competition and vertical relationship in a market of protected designation of origin, 5e Journées de Recherches en Sciences Sociales, INRA-SFER-CIRAD, AgroSup Dijon, 8-9 déc. 2011.

Bourdieu J., Piet L., Stanziani A., Crise sanitaire et stabilisation du marché de la viande en France, xviiie-xxe siècles, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 53, juillet 2004.

Boussard V., *Sociologie de la gestion. Les faiseurs de performance*, Belin, 2008.

Boussard V., *Au nom de la norme. Les dispositifs de gestion entre normes organisationnelles et normes professionnelles*, L'Harmattan, 2005.

Brandt D., *Literacy in American lives*, Cambridge University Press, 2001.

Brives H., Les conseillers agricoles et l'environnement : quelles compétences ?, *in* Rémy J. *et al.*, *Conseiller en agriculture*, Educagri éditions/éditions QUÆ, 2006.

Bromberger C. *et al.*, *De la châtaigne au Carnaval*, éditions A Die, 2004.

Brown M.-F., A Tale of Three Buildings. Certifying Virtue in the New Moral Economy, *American Ethnologist*, n° 4, 2010.

Bruegel M., Stanziani A., Pour une histoire de la « sécurité alimentaire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 51, 2004.

Cadiou P. *et al.*, *L'Agriculture biologique en France : écologie ou mythologie*, Presses universitaires de Grenoble, 1978.

Campinos-Dubernet M., Marquette C., Une rationalisation sans norme organisationnelle : la certification ISO 9000, *Sciences de la société*, n° 46, 1999.

Caswell J.-A., Mojduszka E.-M., Using informational Labeling to Influence the Market for Quality in Food Products, *American Journal of Agricutural Economics*, n° 78, 1996.

Chateauraynaud F., Torny, D., *Les sombres précurseurs*, Presses de l'EHESS, 1999.

Chevallier D., *Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*, Autrement : Mutations, n° 194, 2000.

Cipollari C., Setting the Scene : Politics of Transformation and Narratives of Preservation in Botiza (Romania), *in* Burns P., Novelli M., *Tourism Development : Growth, Myths and Inequalities*, CAB International Press, 2008.

Cerf M., Falzon P., *Relation de service : travailler dans l'interaction*, PUF, 2006.

Cheke V., *The Story of Cheese-making in Britain*, Routledge & Kegan Paul, 1959.

Cochoy F. *et al.*, Comment l'écrit travaille l'organisation : le cas des normes ISO 9000, *Revue française de sociologie*, n° 39, 1998.

Cochoy F., Les effets d'un trop-plein de traçabilité, *La Recherche*, n° 339, 2001.

Colyvas K., European Economic Community : approaching complete formation treaty note, *Santa Clara Computer & High Technology Law Journal,* n° 5, 1989. Disponible sur : http://digitalcommons.law.scu.edu/chtlj/vol5/issu2/10.

Commission européenne Proposition de règlement du Parlement et du conseil relatifs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles, Bruxelles, COM (2010) 733 final, 2010. Disponible sur : http://ec.europa.eu/agriculture/quality/policy/quality-package-2010/index_fr.htm.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

COMPAGNONE C. *et al., Conseil et développement en agriculture : quelles nouvelles pratiques ?* Educagri éditions/éditions QUÆ, 2009.

COMPAGNONE C., Le juste dans la relation de conseil en agriculture, *in* RÉMY J. *et al., Conseiller en agriculture*, Educagri éditions/éditions QUÆ, 2006.

Conseil national de l'alimentation, 2003 - Avis sur le développement des signes d'identification de la qualité et de l'origine des produits agricoles et alimentaires, nationaux et communautaires. Avis du CNA n° 45 du 30 octobre 2003.

COVINO R., La cooperazione in Umbria : tra solidarietà, impresa e particolarismo aziendale, *in* FERRUCCI L., *Il ruolo e le caratteristiche delle imprese cooperative in Umbria*, Il Mulino, 2008.

DairyCo, 2012. League Table New Profile, Historical Data April 2007-Jan. 2012. Disponible sur : http://www.dairyco.org.uk/library/market-information/datum/league-table-new-profile.aspx.

DELAVIGNE A.-E., La viande ordinaire et l'extra : le goût contre les normes, *Anthropozoologica*, n° 45, 2010.

DELFOSSE C., La localisation de la production fromagère : évolutions des approches géographiques, *Géocarrefour*, 2006.

DELFOSSE C., L'appellation d'origine du Maroilles. Comment définir l'aire de production d'un fromage en liaison avec celle du pays ?, *Ruralia*, n° 15, 2004.

DELFOSSE C., LETABLIER M.-T., Genèse d'une convention qualité. Le cas des appellations d'origine fromagère, *in* ALLAIRE A., BOYER R., *La grande transformation de l'agriculture. Lectures conventionnalistes et régulationnistes*, INRA Economica, 1995.

DENIS J., La prescription ordinaire. Circulation et énonciation des règles au travail, *Sociologie du travail*, n° 49, 2007.

DENIS J., Le travail de l'écrit en coulisses de la relation de service, *Activités*, n° 2, 2011.

DENIS, J., PONTILLE D., *Petite sociologie de la signalétique : Les coulisses des panneaux du métro,* Presses de l'École des mines, 2010.

DESPLANQUES H., *Campagnes ombriennes*, Colin, 1969.

DE SAINTE MARIE C. *et al.*, La construction sociale de la qualité. Enjeux autour de l'appellation d'origine contrôlée « Broccui corse » *in* NICOLAS F., VALCESCHINI E., *Agroalimentaire : une économie de la qualité*, Inra Economica, 1995.

DESSAUX P.-A., Chemical expertise and food market regulation in Belle-Époque France, *History and Technology*, n° 23, 2007.

DEVERRE C., DE SAINTE MARIE C., L'écologisation de la politique agricole européenne. Verdissement ou refondation des systèmes agroalimentaires ? *Revue d'études en Agriculture et Environnement*, n° 89, 2008.

DGCCRF, *La loi du 1er août 1905 : cent ans de protection des consommateurs*, La Documentation française, 2007.

DJAMA M., Les dispositifs de normalisation dans la régulation des marchés et des activités économiques, *in* CIRAD et IDDRI, Journées scientifiques : Gouverner par les normes, 2006.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Dodier N., Les actes de l'inspection du travail en matière de sécurité : la place du droit dans la justification des relevés d'infraction, *Sciences sociales et santé*, n° 1, 1988.

Dodier N., Ce que provoquent les infractions. Étude sur le statut pragmatique des règles de sécurité », *in* Girin J., Grosjean M., *La transgression des règles au travail,* L'Harmattan, 1996.

Dormal-van den Bruel, Problèmes posés par les résidus de diphényle dans les agrumes, rapport, Bruxelles, 1965.

Dubois V., La vie au guichet, relation administrative et traitement de la misère, *Economica*, 1999.

Dubuisson-Quellier S., Neuville P., *Juger pour échanger. La construction sociale de l'accord sur la qualité dans une économie des jugements individuels*, éditions Quae, 2003.

Ernshaw D., Judge D., The European Parliament and the sweeteners directive : from footnote to inter-institutional conflict, *Journal of Common Market Studies*, n° 31, 1993.

Fairclough N., *Analysing discourse : Textual analysis for social research*, Routledge, 2003.

Farrell L., Ways of doing, ways of being : Language, education and 'working' identities, *Language and Education*, n° 14, 2000.

Farrell L. *et al.*, Telling tales out of school : Women and literacy in new times, *Studies in the Education of Adults*, n° 32, 2000.

Faure M., Un produit agricole « affiné » en objet culturel, *Terrain*, n° 33, 1999.

Ferrières M., *Histoire des peurs alimentaires*, Le Seuil, 2002.

Ferrucci L., *Il ruolo e le caratteristiche delle imprese cooperative in Umbria*, Il Mulino, 2008.

Foster C.-F., *Cheshire Cheese and Farming in the North West in the 17th & 18th Centuries*, Arley Hall Press, 1998.

Fouilleux E., Standards volontaires. Entre internationalisation et privatisation des politiques agricoles, *in* Hervieu B. *et al.*, *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, 2010.

Fourche R., Contribution à l'histoire de la protection phytosanitaire dans l'agriculture française (1880-1970), thèse pour le doctorat d'histoire de l'Université Lyon 2, 2004.

Fraenkel B., Pratiques d'écriture en milieu hospitalier. Le partage de l'énonciation dans les écrits de travail, *Cahiers Langage et Travail*, n° 5, 1993.

Fraenkel B., La traçabilité, une fonction caractéristique des écrits de travail, *Connexions*, n° 65, 1995.

Fraenkel B., Mbodj A., Introduction : Les new literacy studies, jalons historiques et perspectives actuelles, *Langage et Société*, n° 133, 2010.

Fraenkel B. *et al.*, *Le travail des huissiers : Transformations d'un métier de l'écrit,* Octarès éditions, 2010.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Frayssignes J., Démarche de qualité et développement territorial : quels apports pour la géographie rurale ? L'exemple des AOC fromagères françaises, *Géocarrefour,* 2008.

French M., Phillips J., *Cheated not poisoned ? Food regulation in the United Kingdom, 1875-1938*, Manchester University Press, 2000.

Frossard-Urbano S., La volaille de Bresse : un objet parfait, *Terrain*, n° 16, 1991.

Gadrey J., Les relations de service et l'analyse du travail des agents, *Sociologie du travail*, n° 3, 1994.

Garcia-Martinez *et al.*, Co-regulation as a possible model for food safety governance : Opportunities for public – private partnerships, *Food Policy,* n° 32, 2007.

Gilbert C., L'analyse des crises : entre normalisation et évitement, *in* Borraz O. *et al.,* Risques, crises et incertitudes : pour une analyse critique, *Cahiers du GIS Risques collectifs et Situations de Crise*, n° 3, 2005.

Granjou C., La traçabilité, un dispositif de confiance dans les activités techniques. L'exemple de la filière viande bovine, *Cahiers Internationaux de sociologie*, n° 115, 2003.

Granjou C., La gestion des risques entre technique et politique. Comités d'experts et dispositifs de traçabilité à travers les exemples de la vache folle et des OGM, thèse pour le doctorat de sociologie de l'Université Paris V., 2004.

Granjou C., Valceschini E., Certifier en situation d'incertitude : le cas des OGM, *Nature, Sciences Sociétés*, n° 12, 2004.

Granjou C., Valceschini E., L'extension de la traçabilité dans le secteur agro-alimentaire, *Terrains et Travaux*, n° 9, 2005.

Gregory E., *Making sense of a new world : Learning to read in a second language*, Paul Chapman, 1996.

Guilhemsans M.-F., Lalande F., Sécurité, qualité, traçabilité : trois concepts souvent confondus mais distincts, *in* Apfelbaum M., *Risques et peurs alimentaires*, éditions Odile Jacob, 1998.

Gumperz J.-H.-E., Hymes D.-E., *Directions in sociolinguistics : The ethnography of communication*, Holt, Rinehart and Winston Inc, 1972.

Guthman J., *Agrarian dreams : the paradox of organic farming in California*, University of California Press, 2004.

Hamilton M., Just do it : Literacies, everyday learning and the irrelevance of pedagogy, *Studies in the Education of Adults*, n° 38, 2006.

Hatanaka M., Busch L., Third-party Certification in the Global Agrifood System : An Objective or Socially Mediated Governance Mechanism ?, *Sociologia Ruralis*, n° 48, 2005.

Heath S.-B., *Ways with words : Language, life, and work in communities and classrooms*, Cambridge University Press, 1983.

Hermitte M.-A., La traçabilité des personnes et des choses. Précaution, pouvoirs et maîtrise, *in* Pedrot P., Traçabilité et responsabilité, *Economica*, 2003.

Hirschman A., *Exit, Voice and Loyalty : Responses to the Decline in Firms, Organizations and States*, Harvard University Press, 1970.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

HOLT J., *General View of the Agriculture of the County of Lancaster, with observations on the means of its improvement*, J. Nichols, 1795.

HOMMEL T., Environnement et stratégies des firmes industrielles. Le modèle de la gestion anticipative de la contestabilité appliquée à la production d'OGM agricoles et à l'industrie du traitement de surface en France et en Allemagne ?, thèse pour le doctorat d'économie de l'École Polytechnique, 2001.

HUBSCHER R., *Les maîtres des bêtes. Les vétérinaires dans la société française (XVIII^e^-XX^e^ siècle)*, Odile Jacob, 1999.

HULL G., dir. *Changing work, changing workers : Critical perspectives on language, literacy and skills*, State University of New York Press, 1997.

IEDEMA R., SCHEERES H., From doing work to talking work : Renegotiating knowing, doing, and identity, *Applied Linguistics*, n° 24, 2003.

IVANIC R. *et al.*, *Linking learning and everyday life : A social perspective on adult language, literacy and numeracy classes*, NRDC, 2006.

JAS N., Adapting to reality : emergence and early development of an international expertise on food additives and contaminants in the 1950s, *in* BOUDIA S., JAS N., *Toxic World. Toxicants, Health and Regulation in the XX^th^ Century*, Pickering and Chatto, à paraître 2012.

JEFFREY B., TROMAN G., Time for ethnography, *British Educational Research Journal,* n° 30, 2004.

JOLY N., Écrire l'événement : Le travail agricole mis en mémoire, *Sociologie du travail,* n° 46, 2004.

JOLY N., Shaping records on the farm : Agricultural record keeping in France from the nineteenth century to the liberation, *Agricultural History Review*, n° 59, 2011.

JOLY N., L'écriture comme travail. Des éleveurs face aux exigences de traçabilité, *in* BÉGUIN P., DEDIEU B., SABOURIN E., *Le travail en agriculture : son organisation et ses valeurs face à l'innovation*, L'Harmattan, 2011.

JOLY N., Faire preuve. Les écrits de traçabilité dans les exploitations, *in* LABORDE A. *Les technologies de l'information et de la communication et les mutations organisationnelles en agriculture*, L'Harmattan, 2012.

JOLY N., WELLER J.-M., En chair et en chiffres. La vache, l'éleveur et le contrôleur, *Terrain*, n° 53, 2009.

JOLY P.-B., MARRIS C., Les Américains ont-ils accepté les OGM ? Analyse comparée de la construction des OGM comme problème public en France et aux États-Unis, *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 2003.

KANOUTÉ P., Formes de conseil auprès des agriculteurs pour la gestion de la réglementation environnementale en Bourgogne : le plan de fumure, rapport d'étude INRA-LISTO, 2010.

KAPITZKE C., *Literacy and religion : The textual politics and practices of Seventh Day Adventism*. John Benjamins, 1995.

KARLSSON A.-M., Goods, services and the role of written discourse, *in* B.-L. GUNNARSON, *Communication in the workplace*, Uppsala University, 2005.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Lacombe P., *L'agriculture à la recherche de ses futurs*, éditions de l'Aube-DATAR, 2002.

Laborde A., *TIC et agriculture. Appropriation des dispositifs numériques et mutations des organisations agricoles*, L'Harmattan, 2012.

Lamine C., Perrot N., *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?*, éditions QUÆ, 2009.

Lascoumes P., Serverin E., Théories et pratiques de l'effectivité du droit, *Droit et société*, n° 2, 1986.

Lascoumes P., Le Bourhis J.-P., Les passe-droits aux passes du droit. La mise en œuvre sociojuridique de l'action publique, *Droit et société*, n° 32, 1996.

Latour B., Le topofil de Boa-Vista : la référence scientifique : montage photo-philosophique, *Raisons pratiques*, n° 4, 1993.

Leander K.-M., Sheehy M., *Spatializing literacy research and practice*, P. Lang, 2004.

Leive V., *International regulatory regimes : case studies in health, meteorology, and food*, Lexington Books, 1979.

Lémery B., Les agriculteurs dans la Fabrique d'une nouvelle agriculture, *Sociologie du travail*, n° 45, 2003.

Le Pape Y. *et al.*, *L'agriculture biologique en France, écologie ou mythologie ?*, Presses universitaires de Grenoble, 1975.

Leroux B., Les agriculteurs biologiques et l'alternative. Contribution à l'anthropologie politique d'un monde paysan en devenir, thèse soutenue à l'EHESS, 2011.

Macdonald R., Striking a balance : reducing burdens ; increasing responsibility ; earning recognition, A report on better regulation in farming and food businesses, A report of the independent Farming Regulation Task Force, Commissioned by the Department for Environment, Food and Rural Affairs, London, 2011.

Marchini A., Pampanini R., La progettazione della qualità nella valorizzazione del prodottotipico : un'applicazione del QFD al caso dell'olio extravergine umbro, *Economia agroalimentare*, n° 1, 1996.

Marie-Vivien D., Le droit des indications géographiques en Inde. Un pays de l'ancien monde face aux droits français, communautaire et international, thèse pour le doctorat en droit et sciences sociales. EHESS, Centre d'études des normes juridiques, 2010.

Marsden T., Sonnino R., Rural development and agri-food governance in Europe, *in* Higgins V., Lawrence G., *Agricultural Governance : Globalization and the New Politics of Regulation*, Routledge, 2005.

Marsden T. *et al.*, *The New Regulation and Governance of Food*, Routledge, 2010.

Martin-Jones M., Jones K., *Multilingual literacies : Reading and writing different worlds*, John Benjamins, 2000.

Mazé A. *et al.*, Entre mémoire et preuve : le rôle de l'écrit dans les exploitations agricoles, *Nature Sciences Sociétés*, n° 12, 2004.

Mercier D., Heurts et malheurs de la certification dans des centres de tri de la Poste, *in* Maugeri S., *Délit de gestion*, La dispute, 2001.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Millstone E., Van Zwanenberg P., The evolution of food safety policy-making institutions in the UK, EU and Codex Alimentarius, *Social Policy and Administration*, n° 36, 2002.

Mispelbom-Meyer F., Langages et stratégies au travail saisis par les normes d'assurance qualité. *Sociologie du Travail*, n° 41, 1999.

Moll L., Mediating knowledge between homes and classrooms, *in* Keller-Cohen D. *Literacy : Interdisciplinary conversations*, Hampton Press, 1994.

Montigaud J.-C. *et al.*, L'OCM fruits et légumes dans le sud-est de la France : une tentative de bilan, UMR MOISA, Série Études, 2002.

Moss B.-J., *Literacy across communities*, Hampton Press, 1994.

Mundler P., Les conseillers d'entreprise entre guichet et projet, *in* Rémy J. *et al., Conseiller en agriculture*, Educagri éditions/éditions QUÆ, 2006.

OCDE et Statistiques Canada, La littératie à l'ère de l'information, rapport final de l'enquête internationale sur la littératie des adultes, 2000.

Olson D., The cognitive consequences of literacy, *Canadian Psychology/Psychologie canadienne*, n° 27, 1986.

Opara L., Traceability in agriculture and food supply chain : a review of basic concepts, technological implications and future prospects, *Journal of Food, agriculture and environment*, n° 1, 2003.

Pampanini R., Tombesi A., I sistemi olivicoli in terreni collinari e montani. Il caso dell'Umbria, *in* Xiloyannis C. *et al.*, Il futuro dei sistemi olivicoli in aree marginali : aspetti socio-economici, gestione delle risorse naturali e produzioni di qualità, actes du colloque européen du 12 au 13 octobre 2004 à Matera, L'Aquilone, 2005.

Papa C., Les produits de terroir comme oxymorons. Le cas de l'huile d'olive extra en Ombrie, *in* Bromberger C. *et al., De la châtaigne au Carnaval*, éditions A Die, 2004.

Peneff J., Mesure et contrôle des observations dans le travail de terrain. L'exemple des professions de service, *Sociétés contemporaines*, n° 21, 1995.

Périou S., L'institutionnalisation de l'agriculture biologique (1980-2000), thèse soutenue à l'université de Rennes, 2002.

Pesteil P., Questions de goûts et de couleurs : les variantes agroalimentaires en Corse à l'épreuve de la certification, *Journal des anthropologues*, n° 106-107, 2006.

Pflimlin A. *et al.*, Diversité des systèmes laitiers en France et en Europe. Les atouts des zones défavorisées pour les produits de qualité, *Fourrages,* n° 184, 2005.

Piermattei S., Some Reflections on the Agricultural Sustainability of Nature Conservation Policies. Ecopolitical Strategies in Parco Nazionale dei Monti Sibillini, Italy, *in* Simonic P., *Ethnography of Protected Areas. Endangered Habitats – Endangered Cultures*, Université de Lubiana, 2006.

Piet L., La traçabilité des produits vétérinaires, entre intérêt sanitaire et intérêt économique, *Terrains et Travaux,* n° 6, 2004.

Piet L., La construction sociojuridique de la traçabilité des viandes bovines, entre politique sanitaire et organisation du marché (1960-2002), *Cahiers d'économie et de sociologie rurale*, n° 74, 2005.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Pilleboue J., Les produits agroalimentaires de qualité, remarques sur leur lien au territoire, *Sud Ouest Européen*, n° 6, 1999.

Power M., *The audit society : Rituals of verification*, Oxford University Press, 1997.

Power M., *La société de l'audit. L'obsession du contrôle*, La Découverte, 2004.

Prost J. *et al.*, La certification des produits, un levier pour le développement de l'élevage. La dynamique de l'Appellation d'Origine « Brocciu Corse », *Études Recherches Sytèmes Agraires*, 2004.

Rance P., *The Great British Cheese Book*, Macmillan, 1982.

Raynaud E., Sauvée L., Signes collectifs de qualité et structures de gouvernance, *Économie rurale*, n° 258, 2000.

Régnier F., Manger hors normes, respecter la norme, *Journal des anthropologues*, n° 106-107, 2006.

Reverdy T., Les formats de la gestion des rejets industriels : instrumentation de la coordination et enrôlement dans une gestion transversale, *Sociologie du travail*, n° 42, 2000.

Risoud G., Parguel P., Renforcement des conditions de production laitière dans les AOC fromagères dites de plaine : le cas de l'époisses, *Économie rurale*, n° 270, 2002.

Rochard D., Organisation de la production et des marchés, *Revue de droit rural,* n° 332, 2005.

Rose N., *Powers of Freedom : Reframing Political Thought*, Cambridge University Press, 1999.

Rot G., Autocontrôle, traçabilité, responsabilité, *Sociologie du travail*, n° 34, 1998.

Rothstein H., Neglected risk regulation : the institutional attenuation phenomenon, *Health, Risk & Society*, 2002.

Salançon A. *et al.*, Changements organisationnels, traçabilité, technologies de l'information et de la communication : le cas des caves coopératives vitivinicoles du Languedoc Roussillon, Montpellier, UMR-Moisa - Série Études, n° 12, 2009.

Scribner S., Cole M., La littératie sans l'école : À la recherche des effets intellectuels de l'écriture, *Langage et Société*, n° 133, 2010. (traduction de Literacy without schooling : Testing for intellectual effects, *Harvard Educational Review*, n° 48, 1978).

Scribner S., Cole M., *The psychology of literacy*, Harvard University Press, 1981.

Segrestin D., L'entreprise à l'épreuve des normes de marché - Les paradoxes des nouveaux standards de gestion dans l'industrie, *Revue Française de Sociologie*, n° 38, 1997.

Shore C. *et al.*, *Policy Worlds : Anthropology and Analysis of Contemporary Power*, Berghahn, 2011.

Siniscalchi V., Le Parc national des Écrins et la construction de la localité. Usages et représentations du territoire et de la nature dans un espace protégé, *Cahiers d'anthropologie sociale*, n° 3, 2007.

Solsken J.-W., *Literacy, gender, and work in families and in school*, Ablex Pub. Co, 1993.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Stanziani A., *Histoire de la qualité alimentaire. France XIXe - XXe siècles*, Seuil, 2004.

Star S.-L., Strauss A., Layers of Silence, Arenas of Voice. The Ecology of Visible and Invisible Work, *Computer Supported Cooperative*, n° 8, 1999.

Strathern M., *Audit cultures : Anthropological studies in accountability, ethics and the academy*, Routledge, 2000.

Strauss A., The Articulation of Project Work : An Organizational Process, *The Sociological Quaterly*, n° 29, 1998.

Street B., *Literacy in theory and practice*, Cambridge University Press, 1984.

Sylvander B., La qualité : du consommateur final au producteur. La construction sociale de la qualité : des produits aux façons de produire, *Études Recherches Systèmes Agraires Développement*, 1994.

Sylvander B., Les tendances de la consommation de produits biologiques en France et en Europe : conséquences sur les perspectives d'évolution du secteur, *in* Allard G. *et al.*, *L'agriculture biologique face à son développement, les enjeux futurs*, INRA, 2000.

Sylvander B. *et al.*, Les signes officiels de qualité et d'origine européens. Quelle insertion dans une économie globalisée ?, *Économie rurale*, n° 299, 2007.

Sylvander B., Barham E., *Labels of Origin for Food : Local Development, Global Recognition*, CABI International, 2011.

Tabuteau D., *La sécurité sanitaire*, Berger-Levrault, 2002.

Taylor D., Dorsey-Gaines C., *Growing up literate : Learning from inner-city families*, Heinemann, 1988.

Thévenot L., *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*, La Découverte, 2006.

Torny D., La traçabilité comme technique de gouvernement des hommes et des choses, *Politix*, n° 44, 1998.

Torny D., Une mémoire pour le futur. La traçabilité comme allocateur de responsabilité, *in* Pédrot P., Traçabilité et responsabilité, *Economica*, 2003.

Torny D., L'écriture administrative des circulaires : autorégulation professionnelle, produit d'expertise technique ou norme juridique ? L'exemple des risques iatrogènes liés aux prions, *in* Bessy C. *et al.*, *Droit et régulations des activités économiques : perspectives sociologiques et institutionnalistes*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 2011.

Tregear A. *et al.*, Appendix 1. Case Studies in Europe, *in* Barham E., Sylvander B., *Labels of Origin for Food : Local Development, Global Recognition*, CABI International, 2011.

Troman G., Teacher stress in the low-trust society, *British Journal of Sociology of Education*, n° 21, 2000.

Tusting K., Eruptions of interruptions : Managing tensions between writing and other tasks in a textualised childcare workplace, *in* Barton D., Papen U. *The anthropology of writing : Understanding textually mediated worlds*, Continuum, 2010.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

TUSTING K., Learning accountability literacies in educational workplaces : Situated learning and processes of commodification, *Language and Education*, n° 26, 2012.

TUSTING K., BARTON D., Community-based local literacies research, *in* BEACH R. *et al., Multidisciplinary perspectives on literacy research*, Hampton Press, 2005.

UK/PDO/0017-0280, 1995. Document de demande pour l'AOP *Beacon Fell Traditional Lancashire*. Disponible *via* la base de données de la Commission européenne, http://ec.europa.eu/agriculture/quality/door/list.html.

VACHER B., Les enjeux de la Manutention de l'information, *Systèmes d'information et management*, n° 2, 1998.

VALCESCHINI E., SAULAIS L., Articulation entre réglementation, normalisation et référentiels privés dans les industries agroalimentaires, rapport pour le ministère de l'agriculture, MAP 05 D1 05 01, 2005.

VIEL J.-M., L'Agriculture biologique, une réponse ?, *Cahiers de l'écologie*, éditions Entente, 1979.

VOS E., EU committees : the evolution of unforseen institutional actors in European Product Regulation, *in* JOERGES C., VOS E., *EU Committees : Social regulation, Law and Politics*, Hart Publishing, 1999.

WARNIER J.-P., *Le paradoxe de la marchandise authentique*, L'Harmattan, 1994.

WARNIER J.-P., ROSSELIN C., *Authentifier la marchandise*, L'Harmattan, 1996.

WELLER J.-M., La modernisation des services publics par l'usager : une revue de la littérature (1986-1996), *Sociologie du travail*, n° 3, 1998.

WELLER J.-M., Stress relationnel et distance au public. De la relation de service à la relation d'aide, *Sociologie du travail*, n° 1, 2002.

WELLER J.-M., Le désordre et l'organisation. À propos du livre d'Eric Abrahamson et David H. Freedman, A Perfect Mess, *Gérer et comprendre*, n°91, 2008.

WHITE H.-C., *Identité et contrôle. Une théorie de l'émergence des formations sociales*, éditions de l'EHESS, 2011.

WILLIAMS J. *et al.*, Finding inquiry in discourses of audit and reform in primary schools, *International Journal of Educational Research*, n° 46, 2007.

WOODLAND P., Le processus législatif dans la Communauté économique européenne, *Revue du Marché Commun*, n° 205, 1985.

ZYLBERMAN P., Making food safety an issue : internationalized food politics and French public health from the 1870s to the present, *Medical History*, n° 48, 2004.

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Les auteurs

Laurence Bérard est chercheuse au CNRS à l'unité mixte de recherche éco-anthropologie et ethnobiologie (CNRS et Muséum national d'histoire naturelle), où elle dirige l'équipe et le centre de documentation « Ressources des terroirs – Cultures, usages, sociétés », implantés à Bourg-en-Bresse, sur le technopole Alimentec. Ses recherches portent sur la dimension ethnologique des productions agricoles et alimentaires locales. Elle travaille sur la mise en évidence, la caractérisation et l'analyse de leur spécificité. Ces réflexions sont mises en perspective avec les réglementations de protection et de contrôle de ces productions.

Contact : laurence.berard@ethno-terroirs.cnrs.fr

Laure Bonnaud est sociologue à l'INRA, dans l'unité RiTME, spécialiste de l'analyse des politiques publiques. Elle travaille sur la sécurité sanitaire des aliments, avec un intérêt particulier pour l'émergence de la corégulation en la matière et ses conséquences pour les différents acteurs du secteur de la production alimentaire.

Contact : laure.bonnaud@ivry.inra.fr

Zouhair Bouhsina est économiste à l'INRA, dans l'UMR MOISA à Montpellier. Il travaille sur la coordination des acteurs de la filière fruits et légumes, autour de la gestion des bonnes pratiques de production et de la qualité sanitaire des produits, dans les pays du Bassin méditerranéen (Nord et Sud).

Contact : bouhsina@supagro.inra.fr

Jean-Marie Codron est économiste à l'INRA, dans l'UMR MOISA à Montpellier, spécialiste de l'analyse des problèmes de coordination dans les filières agroalimentaires. Il travaille notamment sur la gestion du risque de contamination chimique dans les filières fruits et légumes de différents pays (France, Bassin méditerranéen, Amérique latine, Vietnam).

Contact : codron@supagro.inra.fr

Marie-France Garcia-Parpet est anthropologue à l'INRA, dans l'unité RiTME. Elle a commencé sa carrière à l'université de Rio de Janeiro où elle a étudié les marchés paysans dans le Nord-Est du Brésil. Sa ligne de recherche est axée sur la construction sociale des marchés et elle a publié récemment un livre sur la mondialisation du marché du vin et sa répercussion pour la filière viticole française.

Contact : marie-france.garcia@ivry.inra.fr

Nathalie Jas est historienne, chargée de recherche à l'INRA dans l'unité RiTME. Elle a travaillé sur l'émergence et le développement des sciences agronomiques en France et en Allemagne entre 1830 et 1914. Depuis 2006, elle étudie comment les effets sanitaires des pesticides agricoles ont été pris en charge en France et dans certains espaces internationaux entre 1890 et 1980. Depuis cette année, elle a entrepris une recherche sur la (re)sanitarisation des pesticides en France depuis le milieu des années 1990.

Contact : nathalie.jas@ivry.inra.fr

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés

Nathalie Joly est enseignante en sociologie à AgroSup Dijon et associée au LISTO/INRA Dijon. Elle étudie les transformations du travail agricole en prenant l'écrit comme analyseur. Elle s'intéresse en particulier aux modèles et aux différents statuts des écrits du travail dans le processus de modernisation de l'activité agricole, du XIX^e^ à nos jours.

Contact : n.joly@agrosupdijon.fr

Cristina Papa est professeure en anthropologie économique à l'Université de Perugia. Ses centres d'intérêts concernent l'Europe, en particulier la Roumanie, l'Italie et la France. Elle a publié différents ouvrages sur le genre, la condition paysanne, la nourriture et l'anthropologie économique et de l'entreprise. Parmi ses travaux : *Antropologia dell'impresa* (1999) et *Letture di paesaggi* (2012). Elle a coédité le numéro d'*Ethnologie française* consacré aux *Regards d'anthropologues italiens sur l'Italie* (1994).

Contact : cpapa@unipg.it

Laura Sayre est une chercheuse américaine actuellement affiliée au Laboratoire de recherche sur les innovations sociotechniques et organisationnelles en agriculture (LISTO), unité propre de l'INRA. Son travail porte sur la production des connaissances, l'utilisation de l'histoire, et le rôle des ressources écrites dans le développement et la pratique de l'agriculture alternative.

Contact : laura.sayre@dijon.inra.fr

Karin Tusting est *Lecturer in Linguistics and Literacy Studies* au Literacy Research Centre, à Lancaster University en Grande-Bretagne. Spécialiste de *Literacy Studies*, elle travaille sur les pratiques de l'écrit dans les lieux de travail, les cultures d'audit et de traçabilité, l'ethnographie linguistique, l'apprentissage situé, les communautés de pratique, et les littératies de l'informatique.

Contact : k.tusting@lancaster.ac.uk

Jean-Marc Weller est sociologue, chercheur au CNRS, au Laboratoire techniques territoires sociétés (LATTS) à l'Université Paris-Est. Ses recherches portent sur les transformations de l'intervention publique depuis l'analyse du travail des agents de l'État, et reposent sur des enquêtes ethnographiques menées auprès de terrains variés (justice, politique sociale, agriculture, etc.). Il s'intéresse en particulier aux innovations managériales et technologiques qui configurent et transforment le monde des bureaux.

Contact : jean-marc.weller@enpc.fr

© Educagri éditions/Editions Quae 2012 Tous droits réservés